

# RÈGLES DE CLASSEMENT A LA NOMINATION EN CATEGORIE C

(maj le 17/10/2023)

**Cette étude présente les règles de classement des agents recrutés en catégorie C (C1 et C2) à l'exception des agents nommés dans le cadre d'emplois des agents de maîtrise qui bénéficient de règles spécifiques.**

Les règles de classement des agents de maîtrise sont désormais prévues dans le décret 88-547 modifié du 6 mai 1988.

**Pour ces derniers, les règles à appliquer en matière de classement (agents non fonctionnaires précédemment) sont celles relatives aux agents de catégorie C, recrutés sur l'échelle C1 (sans concours).**

*Référence : Décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C de la fonction publique territoriale*

## A) Les agents sans expérience professionnelle antérieure

*(Article 4, I et 10 du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016)*

Ces agents sont classés au 1er échelon de leur grade de recrutement.

La durée du service national accompli en qualité d'appelé (service national) ainsi que le temps effectif accompli au titre du service civique ou du volontariat international sont pris en compte pour leur totalité et ce, dès la nomination.

Cette disposition ne peut être prise en compte qu'une seule fois dans la carrière.

## B) Les agents ayant une expérience professionnelle antérieure

L'agent doit opter pour la disposition qui lui semble la plus favorable :

- la reprise de ses services antérieurs publics

**ou**

- la reprise de ses services antérieurs privés.



Jusqu'à la réforme du P.P.C.R., la période d'exercice du droit d'option s'étalait sur deux ans. A compter du 1er janvier 2017, **ce délai est d'un an.**

- **Les agents ayant des services accomplis en qualité d'agents de droit public**




**Agents auparavant contractuels et nommés dans l'échelle de rémunération C1 (grade accessible sans concours – recrutement direct) (Article 5, I du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016)**

### Services de contractuels :

Après conversion en Equivalent Temps Plein, les services sont repris à raison des trois quarts de leur durée.

Le classement est opéré sur la base de la durée d'avancement entre chaque échelon du grade C1 dans lequel ils sont nommés.

 **Agents auparavant contractuels et nommés dans l'échelle de rémunération C2 (grade accessible suite à un concours)** (*Article 5, II du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié par le décret n°2023-927 du 7 octobre 2023*)

Les agents sont classés conformément au tableau de correspondance ci-dessous.

Contrairement au classement en C1, il n'y a pas de conversion en équivalent temps plein :

Durée des services pris en compte	Situation dans le grade en échelle C2	Ancienneté conservée dans l'échelon de classement
A partir de 34 ans et 8 mois	9 <sup>ème</sup> échelon	3/4 de l'ancienneté acquise au-delà de 34 ans et 8 mois
A partir de 29 ans 4 mois et avant 34 ans et 8 mois	8 <sup>ème</sup> échelon	3/8 de l'ancienneté de services au-delà de 29 ans et 4 mois
A partir de 24 ans et avant 29 ans 4 mois	8 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
A partir de 20 ans et avant 24 ans	7 <sup>ème</sup> échelon	1/2 de l'ancienneté de services au-delà de 20 ans
A partir de 16 ans et avant 20 ans	6 <sup>ème</sup> échelon	1/4 de l'ancienneté de services au-delà de 16 ans
A partir de 13 ans 4 mois et avant 16 ans	5 <sup>ème</sup> échelon	3/8 de l'ancienneté de services au-delà de 13 ans et 4 mois
A partir de 10 ans et 8 mois et avant 13 a et 4 mois	4 <sup>ème</sup> échelon	3/8 de l'ancienneté de services au-delà de 10 ans et 8 mois
A partir de 8 ans et avant 10 ans 8 mois	3 <sup>ème</sup> échelon	3/8 de l'ancienneté de services au-delà de 8 ans
A partir de 5 ans 4 mois et avant 8 ans	2 <sup>ème</sup> échelon	3/8 de l'ancienneté de services au-delà de 5 ans et 4 mois
A partir de 2 ans et 8 mois et avant 5 ans et 4 mois	2 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
A partir de 1 an et 4 mois et avant 2 ans et 8 mois	1 <sup>er</sup> échelon	3/4 de l'ancienneté de services au-delà d'1 an et 4 mois
Avant 1 an et 4 mois	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté

#### Maintien de rémunération à titre personnel au profit des anciens agents contractuels :

Les agents publics contractuels classés à un échelon doté d'un indice brut conduisant à une rémunération inférieure à celle dont ils bénéficiaient avant leur nomination conservent à titre personnel, le bénéfice d'un indice brut fixé de façon à permettre le maintien de leur rémunération antérieure, jusqu'au jour où ils bénéficient dans leur grade, d'un indice brut conduisant à une rémunération au moins égale au montant de la rémunération maintenue. Toutefois, l'indice brut ainsi déterminé ne peut excéder l'indice brut afférent au dernier échelon du grade dans lequel ils sont classés.



L'agent contractuel doit justifier, pour bénéficier du maintien de sa rémunération antérieure, de 6 mois de services effectifs en qualité d'agent public contractuel pendant les 12 mois précédant sa nomination dans le cadre d'emplois de recrutement.

La rémunération prise en compte est la moyenne des 6 meilleures rémunérations mensuelles perçues, en cette qualité, au cours de la période de 12 mois précédant la nomination.

Cette rémunération ne prend en compte aucun élément accessoire lié à la situation familiale, au lieu de travail ou aux frais de transport/

Les agents contractuels dont la rémunération n'est pas fixée par référence expresse à un indice conservent à titre personnel le bénéfice de cette rémunération dans les mêmes limites et conditions que celles susvisées.

A noter : si l'agent souhaite conserver à titre personnel son traitement antérieur, il doit opter pour la reprise de ses services antérieurs publics.

### **Services d'anciens militaires :**

L'ancienneté retenue au titre des services accomplis en qualité de **militaire, autres que ceux accomplis en qualité d'appelé** est prise en compte à raison **des 3/4 de leur durée**, le cas échéant après calcul de conversion en équivalent temps plein.

- **Les agents ayant des services accomplis en qualité de salariés de droit privé**

### **Activités de droit privé :**

Les services de droit privé pouvant être repris :


- Services effectués en qualité d'agent de droit privé d'une administration (contrat emploi solidarité, contrat d'accompagnement dans l'emploi, contrat d'avenir, contrat parcours emploi compétence, emploi jeune, apprentis ou toute autre mesure d'insertion)
- Services effectués en qualité de salarié dans le secteur privé ou associatif.

Les services effectués sous un régime autre qu'en qualité de salarié (tel qu'artisan, ou en profession libérale) ne sont pas repris.

Les périodes de contrat d'apprentissage sont prises en compte comme du temps plein, le temps de formation des apprentis étant considéré comme du travail effectif (Article L.6222-24 et L.6222-24 du code du travail).

Les services effectués en qualité d'assistant maternel auprès de particuliers sont pris en compte comme des services de salariés de droit privé effectués à temps plein quel que soit le nombre d'enfants gardés.

Les services privés effectués à l'étranger sont susceptibles d'être pris en compte, l'intéressé devant apporter les éléments permettant de s'assurer de la réalité de ceux-ci et d'assurer le cas échéant conversion en équivalent temps plein (*Lettre DGCL, janvier 2006 ; décret n°87-1107 du 30 décembre 1987*).

 **Agents nommés dans l'échelle de rémunération C1 (grade accessible sans concours – recrutement direct)** (Article 6, I du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016)

Après conversion en Equivalent temps plein., les services sont repris à raison de la moitié de leur durée.

Le classement est opéré sur la base de la durée d'avancement entre chaque échelon du grade C1 dans lequel ils sont nommés.

 **Agents nommés dans l'échelle de rémunération C2 (grade accessible suite à un concours)** (*Article 6, II du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié par le décret n°2023-927 du 7 octobre 2023*)

Les personnes qui justifient, préalablement à leur nomination dans un grade classé en échelle de rémunération C2, de l'exercice d'une ou plusieurs activités professionnelles accomplies sous un régime juridique autre que celui d'agent public, en qualité de salarié, sont classées conformément au tableau de correspondance ci-dessous.

Contrairement au classement en C1, il n'y a pas de conversion en équivalent temps plein :

Durée des services pris en compte	Situation dans le grade en échelle C2	Ancienneté conservée dans l'échelon de classement
A partir de 36 ans	8 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
A partir de 30 ans et avant 36 ans	7 <sup>ème</sup> échelon	1/3 de l'ancienneté de services au-delà de 30 ans
A partir de 24 ans et avant 30 ans	6 <sup>ème</sup> échelon	1/6 de l'ancienneté de services au-delà de 24 ans
A partir de 20 ans et avant 24 ans	5 <sup>ème</sup> échelon	1/4 de l'ancienneté de services au-delà de 20 ans
A partir de 16 ans et avant 20 ans	4 <sup>ème</sup> échelon	1/4 de l'ancienneté de services au-delà de 16 ans
A partir de 12 ans et avant 16 ans	3 <sup>ème</sup> échelon	1/4 de l'ancienneté de services au-delà de 12 ans
A partir de 8 ans et avant 12 ans	2 <sup>ème</sup> échelon	1/4 de l'ancienneté de services au-delà de 8 ans
A partir de 4 ans et avant 8 ans	2 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
A partir de 2 ans et avant 4 ans	1 <sup>er</sup> échelon	½ de l'ancienneté de services au-delà de 2 ans
Avant 2 ans	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté

A noter : Un agent ayant opté pour la reprise de ses services privés **ne peut prétendre à un maintien d'indice à titre personnel**.

- **Agents lauréats du 3<sup>ème</sup> concours**

Les agents, qui ne peuvent bénéficier de la reprise de services privés, bénéficient lors de leur nomination d'une bonification d'ancienneté, qui est prise en compte sur la base de la durée exigée pour chaque avancement d'échelon.

Cette bonification d'ancienneté est de :

- 1 an lorsque la durée de l'activité professionnelle, du mandat électif, ou de l'activité de responsable d'une association est inférieure à 9 ans ;
- 2 ans lorsque la durée de l'activité professionnelle, du mandat électif, ou de l'activité de responsable d'une association est égale ou supérieure à 9 ans.



A noter que les périodes au cours desquelles ces activités (activité professionnelle –mandat électif – activité de responsable d'association) ont été exercées simultanément ne sont prises en compte qu'à un seul titre.

### C) Les agents ayant la qualité de fonctionnaire précédemment


Les fonctionnaires titulaires de catégorie C nommés dans un autre cadre d'emplois de catégorie C sont dispensés de stage à condition qu'ils aient accompli deux ans au moins de services publics effectifs dans un emploi de même nature.

Si le fonctionnaire n'est pas dispensé de stage, il est détaché dans le nouveau grade, pour la durée du stage (1 an).

Ils sont reclassés suivant les modalités suivantes :

 **Classement d'un agent détenant un grade relevant d'une échelle de rémunération C1, C2 ou C3 dans une échelle identique** (Article 4, II du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016)

Les fonctionnaires relevant, à la date de leur nomination, d'un grade, d'un corps, d'un cadre d'emplois ou d'un emploi de catégorie C doté de la même échelle de rémunération que le grade dans lequel ils sont recrutés sont classés au même échelon et conservent la même ancienneté d'échelon que celle qu'ils avaient acquise dans leur situation antérieure.

 **Classement d'un agent détenant un grade relevant de l'échelle de rémunération C1 recrutés dans un grade relevant de l'échelle C2 suite à un concours** (Article 4, III du décret n° 2016-596 du 12 mai 2016 modifié par le décret n°2021-1818 du 24 décembre 2021)

Les fonctionnaires de catégorie C appartenant à un grade relevant de l'échelle de rémunération C1 qui sont nommés dans un grade classé en échelle de rémunération C2 sont classés dans ce grade conformément au tableau de correspondance ci-dessous :

Situation dans le grade C1	Situation dans le grade C2	Ancienneté d'échelon concerné dans la limite de la durée d'échelon
11 <sup>ème</sup> échelon	9 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
10 <sup>ème</sup> échelon	8 <sup>ème</sup> échelon	½ de l'ancienneté acquise
9 <sup>ème</sup> échelon	7 <sup>ème</sup> échelon	2/3 d'ancienneté acquise
8 <sup>ème</sup> échelon	6 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
7 <sup>ème</sup> échelon	5 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
6 <sup>ème</sup> échelon	4 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
5 <sup>ème</sup> échelon	3 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
4 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	Ancienneté acquise
3 <sup>ème</sup> échelon	2 <sup>ème</sup> échelon	Sans ancienneté
2 <sup>ème</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Ancienneté acquise
1 <sup>er</sup> échelon	1 <sup>er</sup> échelon	Sans ancienneté

**Ils sont classés à l'échelon du grade dans lequel ils sont recrutés qui comporte un indice brut égal ou, à défaut, immédiatement supérieur à l'indice perçu en dernier lieu dans leur corps ou cadre d'emplois d'origine.**

Dans la limite de l'ancienneté exigée pour un avancement à l'échelon supérieur, ils conservent l'ancienneté d'échelon qu'ils avaient acquise dans leur grade d'origine lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement d'échelon dans leur ancienne situation.

Les fonctionnaires nommés alors qu'ils ont atteint le dernier échelon de leur grade d'origine conservent leur ancienneté d'échelon dans les mêmes limites lorsque l'augmentation d'indice brut consécutive à leur nomination est inférieure à celle qui aurait résulté d'un avancement à ce dernier échelon.

Les fonctionnaires classés, à un échelon doté d'un indice brut inférieur à celui qu'ils détenaient avant leur nomination conservent à titre personnel le bénéfice de leur indice brut antérieur jusqu'au jour où ils bénéficient dans le cadre d'emplois de recrutement d'un indice brut au moins égal. Toutefois, le traitement ainsi maintenu ne peut excéder la limite du traitement indiciaire afférent au dernier échelon du cadre d'emplois considéré.